

« Peut-on (ré)concilier écologie et économie ? »

Une farce de l'Agence régionale pour la biodiversité en Aquitaine

Le 19 juin 2015, la toute nouvelle Agence régionale pour la biodiversité en Aquitaine (ARBA ou ARBAquitaine)¹ inaugure ses « Rencontres de la biodiversité » par « une balade au domaine départemental d'Hostens commentée par un animateur du site » suivie d'un « apéritif, pour une soirée-débat conviviale au Cercle ouvrier de Saint-Symphorien » (Gironde). L'occasion de « présentations et témoignages d'*acteurs* [qui] laisseront libre place à des temps d'échange et de rencontre avec les *acteurs* du territoire : citoyens, élus, gestionnaires, *acteurs* socio-économiques, entrepreneurs, chercheurs, protecteurs de l'environnement... »², autour du thème : « Peut-on (ré)concilier écologie et économie sur nos territoires ? » Il s'agit d'aborder « les compromis possibles et souhaitables entre préservation des écosystèmes et développement économique des territoires. »

Ce techno-dialecte promet un moment instructif quoique risqué en termes de « convivialité ». Trois semaines auparavant, à Saint-Symphorien même s'est tenue une manifestation contre une usine à cochons de 12 000 animaux³. Cela expliquerait-il pourquoi les organisateurs s'abstiennent de diffuser le programme et l'identité des intervenants de la « soirée-débat » ? Une stagiaire en communication de l'« Agence » me confie qu'on prévoit un « débat animé ». Eh bien, c'est ce que nous allons voir.

Acte premier : un cas de (ré)conciliation

La « rencontre » débute à 17 heures, sur la terrasse d'un superbe bâtiment de béton rose saumon tamponné « HOSTENS & BLASIMON les domaines nature ». Oui, la nature, la vraie : une buvette, une boutique, des pins plantés tout autour et la berge d'un lac sur laquelle on a répandu des tonnes de sable blanc pour aménager une plage, avec sa zone de baignade surveillée, son ponton à pédalos, ses bouées rouges... Nous sommes bien au domaine départemental d'Hostens. Une trentaine de personnes, dont beaucoup de retraités semble-t-il, se sont déplacées pour la « rencontre ». Certaines informées par Europe Écologie-Les Verts, jamais trop loin quand les mots *écologie* et *économie* circulent de concert. Le groupe attend le départ, tandis qu'un homme, chemise bien repassée et lunettes de soleil sur le crâne, s'impatiente. C'est l'entrepreneur Thomas Binet, directeur de Vertigo

¹ « L'agence a vocation à l'observation et la capitalisation des informations, à l'accompagnement des acteurs institutionnels et économiques, dans la prise en compte de la biodiversité dans l'aménagement du territoire. » <http://www.lagazettedescommunes.com/240711/6laquitaine-tente-a-son-tour-lagence-regionale-de-la-biodiversite/> Voir aussi : <http://aquitaine-arb.fr>

² D'après le communiqué de presse et l'invitation qui furent diffusés. Nous soulignons.

³ <http://rue89bordeaux.com/2015/06/la-grogne-seleve-contre-la-ferme-des-12000-porcs/>

Lab, un bureau d'études en environnement à la mode dans l'agglomération bordelaise. Pour ceux qui ont suivi le cas Notre-Dame-des-Landes, Vertigo Lab est une entreprise de type « Biotopie », mais plus axée *concept & verbiage* : « un **think-and-do tank** spécialisé en économie et gestion de l'environnement » précise son site Internet⁴. C'est à Vertigo Lab/Thomas Binet que « l'Agence » a confié l'animation de cette « soirée-débat ».

Arrive enfin un solide bonhomme en t-shirt, labellisé « Département de la Gironde ». Il ne se présente pas, mais on devine à son attitude qu'il est le maître des lieux (un certain Laurent Candas). En effet, le directeur du domaine raconte à son public, réuni autour d'une table de pique-nique, la fabuleuse histoire du site : *L'exploitation du lignite contenu dans le sous-sol alimentait une centrale électrique et laissa, au milieu du siècle dernier, un paysage lunaire en héritage. Un paysage qui fut vite aménagé grâce à la merveilleuse action de l'Homme-résolument-moderne qui eut la bonne idée de planter des pins et de convertir ces mines en lacs à pédalos et en zones de pique-nique.* Le directeur ne se fait pas la moindre illusion sur son rôle ni sur celui de l'endroit : le but consiste à « faire des recettes », dit-il. Et il poursuit : « Le site est notre outil de travail, donc on ne va pas le dégrader. » Voilà donc l'« écologie »... On comprend alors la raison d'une excursion préliminaire en ce lieu : écologie et économie s'y trouvent parfaitement *(ré)conciliées*, puisque la caisse enregistreuse tourne à tout va. « On loue des infrastructures pour des journées entreprises », continue le gestionnaire, « 500 000 euros de budget ! », sans oublier le sacro-saint emploi : « On fait travailler 50 personnes ! » Le public s'émerveille de tant d'harmonie écologico-économique : *le lieu est protégé... tant qu'il rapporte.* On apprend d'ailleurs qu'il appartient au Conseil général, est cogéré par l'Office national de forêts, « sous l'œil du Parc régional des Landes de Gascogne » : voilà une nature qui, à coup sûr, ne s'échappera pas. Presque tout ici se trouve soumis à un étroit contrôle. Les gestionnaires visent par exemple un « équilibre entre le bénéfice financier atteint et la dégradation du site ». Autrement dit, on se fout bien que le site se « dégrade » dans la *mesure* où cela n'affecte pas les finances : « économie » *d'abord*, « écologie » ensuite. De fait, on « régule » l'afflux de visiteurs venant dépenser leur argent en sodas, sorbets et location de kayaks. Le niveau des lacs est aussi contrôlé mécaniquement, et l'eau constamment analysée pour s'assurer de sa qualité. Il vaut mieux d'ailleurs... D'après nos informations, il arrive souvent que les déjections des baigneurs s'accumulent sur le fond et près de la rive dans des quantités telles que des souches de bactéries toxiques prolifèrent dangereusement dans les eaux de baignade. Cela au point de rendre les eaux d'Hostens parfaitement insalubres. Ainsi, la rançon du succès : les limites de la gestion sont franchies et le pavillon rouge flotte fièrement dans le ciel.

Les chemins sont criblés de panneaux indicateurs divers (VTT, piétons...) « pour éviter les pénétrations sur les sites sauvages. » Voilà donc la nature *(ré)conciliée* telle qu'on veut nous la faire aimer. Pour finir de nous en convaincre, suivons le guide en bermuda vert et baskets qui mène le groupe. Le chemin prendrait presque un air bucolique par contraste avec la table de pique-nique de station balnéaire, si ce n'était, fixé à un poteau en pin, le bec d'un pic-vert plastifié qui indique la direction à suivre.

Cinq minutes de marche, et le guide arrête le groupe. C'est déjà le bout de l'aventure et le public est invité à s'émerveiller devant les petites plantes carnivores qu'indique l'Homme-en-Bermuda. J'assiste à un soudain bourgeonnement de *smartphones*, de tablettes numériques et d'appareils *reflex* aux énormes objectifs. Tout le monde se rue au ras du sol pour repartir avec le souvenir haute

⁴ <http://www.vertigolab.eu> , souligné tel que sur le site.

résolution d'une plante carnivore. Comment ? Les visiteurs n'auraient donc pas cette application pour téléphone portable permettant d'obtenir le nom d'une plante rien qu'en la photographiant et en l'envoyant sur une base de données en *réseau* ? Patience, l'ARBA en fera la promotion sur sa page Internet quelques jours plus tard⁵. Qui peut avoir l'inconscience de confier quoi que ce soit à ces « naturalistes » qui n'usent même plus de leurs sens ou de leur intelligence pour observer ce qui les entoure ?

Pendant que le guide disserte sur les mines d'hier et les jolies tortues protégées d'aujourd'hui, la sonnerie d'un téléphone retentit. Les affaires du *businessman* Thomas Binet n'attendent pas. Quand on a pris sa photo et enregistré un surplus de cours d'écogestion, retour à la base rose béton. Là, devant un panneau explicatif, chacun a l'occasion de briller comme écologiste cultivé en posant sa petite question technique : sur l'acidité de l'eau, sur les espèces envahissantes, le « tourisme-nature » ou la quantité de nitrates, etc. L'écologie, voyez-vous, se résume aux variables qui permettent de quantifier et de gérer la nature et c'est justement ce qu'elle est. Telle est la leçon de l'ARBA.

Bernard Charbonneau, précurseur de ce que l'écologie aurait pu devenir, connaissait bien sa région et se moquait il y a plus de 40 ans des discours fumeux que tiennent aujourd'hui les pitres écogestionnaires : « L'Électricité de France aménage en parc naturel la mine de lignite abandonnée d'Hostens ; démontrant ainsi que plus il y a de mines, plus il y a de campagnes. »⁶

Deuxième acte : « *Vertigo Lab* » et les gestionnaires de l'État

Vite, il faut prendre la route pour la « soirée-débat », à 15 km de là. L'auditoire piéton, passagèrement métamorphosé en procession automobile, se parque tant bien que mal dans les rues de Saint-Symphorien. Voici le café, le « Cercle ouvrier », vieille association ouvrière typique de la région : excellent choix de communication, voilà qui sonne *a priori* très *petit peuple de gauche*⁷... Sur une table à l'entrée, les organisateurs ont disposé quelques livres « à consulter sur place ». On y trouve pêle-mêle : *Le capital vert – De nouvelles sources de la croissance* par Deperthuis et Jouvét⁸, *Pour une économie positive*, le rapport d'experts se voulant prophétique et coordonné par ce vieux faisan d'Attali⁹, ou le complément pseudo-critique de *Nature à vendre – Les limites des services*

⁵ Une plaquette de l'ARBA distribuée ce jour-là mentionne d'ailleurs « les applications pour smartphone » parmi ses « actions engagées ».

⁶ Bernard Charbonneau (1974) *Notre table rase*. Accessible : <https://archive.org/details/CharbonneauNTR>

⁷ Voir cependant le site Internet : « La liste des fondateurs est établie le 8 septembre 1898. Créé par les **propriétaires forestiers de Saint-Symphorien**, le Cercle ouvrier avait pour but « **de resserrer les liens de fraternités qui unissent déjà ses membres et de leur faciliter leur pouvoir d'achat** ». Ces notables locaux, républicains anti-cléricaux, parfois francs-maçons, tenaient à conserver un soutien populaire auprès des bergers et résiniers très pauvres à cette époque qui résidaient dans de nombreuses métairies. » (Souligné tel que sur le site)

⁸ La quatrième de couverture donne une idée du contenu : « Ce livre rompt avec la pensée économique traditionnelle, qui considère la nature comme un stock limité de ressources, dont l'épuisement menace la croissance. À cette vision fondée sur la rareté, Christian de Perthuis et Pierre-André Jouvét opposent la notion de fonction régulatrice : les services que rend la nature, qu'il s'agisse de la stabilité du climat ou de la biodiversité, ne peuvent rester gratuits si on veut maintenir la possibilité d'une croissance. »

⁹ Disponible ici : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000625.pdf> On peut y lire que « Le développement des technologies vertes se poursuivra pour permettre l'optimisation de l'efficacité énergétique et réduire ainsi les coûts de fonctionnement, face à un coût de l'énergie, ressource rare, qui ira croissant. Elles deviendront ainsi un véritable moteur de croissance qui irriguera l'ensemble des secteurs. Le développement des réseaux de transport et l'émergence des nouvelles technologies de l'information ont déjà conduit à un changement

écosystémiques par la « philosophe » de service Virginie Maris¹⁰. Autant de penseurs qui œuvrent à la *(ré)conciliation*... Thomas Binet claque dans ses mains pour rassembler l'auditoire : « On est déjà en retard ! » Tout le monde s'installe, et l'on fait circuler des assiettes de chips et de charcuterie. La stagiaire en communication, changée en serveuse, circule entre les tables, versant de généreuses rasades de rosé : c'était donc la convivialité annoncée. Je trinque avec mes voisins : à ma droite une employée du Conseil régional, à ma gauche un exploitant de carrière qui me confie être « intéressé par les mesures compensatoires » (sans blague). On me regarde d'un air incrédule quand j'admets n'être là que par simple curiosité. Je comprends alors que la majorité des participants est ici pour un intérêt à défendre, des tuyaux profitables à glaner, une voix à faire entendre au chapitre écolo-économique : celle de son association, de sa source de revenus, de son institution. Il me semble que beaucoup se connaissent déjà.

Justement, Thomas Binet – l'animateur – se présente, ainsi que son entreprise Vertigo Lab. Il nous assure qu'il « travaille tous les jours à réconcilier écologie et économie ». Et laisse place au premier baladin, et non des moindres : Alain Dutartre, président élu de l'« Agence », égraine son CV. Ancien chercheur émérite, retraité de l'« Institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture », expert gestionnaire des plantes aquatiques qui reprend du service dans l'*administration du désastre*. Il jargonne sur les « statuts de l'Agence » et laisse rapidement la parole à Monique de Marco, élue verte à la vice-présidence du Conseil régional mention « Développement durable – Aménagement du territoire – Tourisme – Santé »¹¹. Elle évoque le projet de porcherie industrielle et souligne que c'est tout à fait par hasard que la soirée de la *(ré)conciliation* est organisée en ce lieu de conflit. On sent qu'elle ne voudrait surtout pas passer pour quelqu'un qui jette de l'huile sur le feu. D'ailleurs, affirme-t-elle, son rôle est de « trouver des consensus ». La voilà lancée dans une tirade fleurie de termes éco-administratifs : « Trame verte et bleue », « Schéma régional de cohérence écologique », « corridors de biodiversité », etc. Elle en conclut qu'elle se trouve du côté des gentils contre les autres élus qui favorisent l'urbanisation. Ça blague un peu entre organisateurs, tout ce beau monde ayant visiblement l'habitude de trinquer ensemble. D'ailleurs, l'« Agence » et Vertigo Lab sont tous deux logés à l'Espace Darwin, le nouvel « Eco-système » *hype* de Bordeaux. Pourquoi « Darwin » ? Sur l'en-tête du site Internet dédié au « bâtiment écolo »¹² se trouve cette citation du naturaliste victorien : « Les espèces qui survivent ne sont pas les plus fortes, ni les plus intelligentes, mais celles qui s'adaptent au changement. » Adapter l'humain et la nature au *changement* – ce chantier permanent de notre époque, ce *progrès* entretenu à coup d'innovations, voilà la mission de tout ce beau monde, moyennant revenus et positions sociales.

radical de paradigme. Le développement de technologies fondées sur les réseaux se poursuivra, fournissant ainsi un cadre pour la recherche scientifique, la culture et la conception des produits. Le monde sera dès lors de plus en plus intégré et connecté (...). La miniaturisation et la recherche d'une toujours plus grande ergonomie passeront par les nanotechnologies, et certaines inventions telles que l'impression tridimensionnelle seront à l'origine d'une multitude d'innovations applicatives. La manipulation de la matière deviendra la principale force de progrès technique. »

¹⁰ La part de la technocratie qui œuvre à la mise en marché de ce qui reste du monde sait s'offrir les services de quelques experts critiques. Ils participent au système en entretenant l'illusion que les incidences de ce dernier seraient le fruit mûr d'un débat d'idée démocratique entre les experts officiels et eux, contre-experts éclairés et responsables, mais non moins officiels. Virginie Maris du CNRS est un spécimen représentatif de ces contre-experts, idiots utiles de l'intérieur, exercés à la pratique quotidienne de la double-pensée. Qu'elle puisse disserter sur les « limites » de ce qui est *en soi* une dangereuse absurdité en donne un signe qui ne trompe pas.

¹¹ <http://www.aquitaine.fr/index.php/region/le-conseil-regional/assemblee/monique-de-marco#.VZhOjUbe-mU>

¹² <http://www.darwin-ecosysteme.fr/>

Binet reprend son boniment : « L'écologie et l'économie sont comme deux amies qui se seraient brouillées. » Il fait croire à une symétrie là où, d'un côté se déchaîne une destruction du monde par l'expansionnisme de l'économie capitaliste à l'ère techno-industrielle, et de l'autre, ce qu'il nomme « écologie », désignant ainsi ces quelques réactions éparses¹³ contre l'anéantissement de nos conditions d'existence.

Binet le *(ré)conciliateur* explique qu'il n'y a pas que la destruction, et appelle à une « vision positive » en rappelant l'existence « d'actifs naturels » : l'économie ne fait pas que détruire, explique-t-il, elle s'appuie sur la nature en exploitant ses *actifs*. Il appelle à de « nouveaux modèles organisationnels » sur lesquels « écologie et économie doivent réfléchir ». Imaginez Esope ou La Fontaine contraints d'inventer à la fable une autre chute : celle où *un agneau parviendrait à réfléchir* » *suffisamment avec un loup* pour que ce dernier, finalement, ne le bouffe pas.

Arrive sur scène un farceur plus pragmatique : Philippe Ospital, « directeur général du Parc naturel régional des Landes de Gascogne ». Il vante son parc, « souple » en termes de réglementation, puisqu'il favorise « l'aménagement, le développement, les innovations et les expérimentations. » Il travaille avec les « différents acteurs du territoire », y compris les élus et les acteurs économiques. Ce n'est pas lui que l'on pourrait accuser de mettre des bâtons « écologiques » dans la roue « économique ». Bien au contraire, affirme-t-il. D'ailleurs, que sont aujourd'hui les Landes de Gascogne sinon, pour l'essentiel, le « massif forestier » des Landes ? Mais, la forêt des Landes, qu'est-ce à dire ?

Soit la plus grande forêt artificielle d'Europe, aujourd'hui destinée à l'industrie hautement toxique de la pâte à papier¹⁴. Faisons un saut en arrière : 1857, Napoléon III fait voter la « loi relative à l'assainissement et à la mise en culture des Landes de Gascogne », afin de soutenir l'entreprise de drainage des marécages landais, de leur plantation en pins et de privatisation de ces terres. Certes, des pinèdes exploitées pour la résine existaient déjà, mais il s'agissait désormais d'étendre la fort rentable monoculture du pin maritime sur ce territoire « improductif ». « L'enjeu du XIX^e siècle ne fut pas d'apporter la culture à nos steppes qui en eussent été dépourvues, mais de remplacer un système traditionnel d'autosubsistance par une économie moderne fondée sur la forêt et ouverte à l'industrie »¹⁵ résume l'historien Jacques Sargos. Et plus loin : « La difficulté essentielle était bien d'arracher aux communautés villageoises les landes dont elles avaient besoin pour leurs bestiaux », ces landes tout juste bonnes au maintien d'une société séculaire de bergers, de cultivateurs et de meuniers... Car leurs sols pauvres et sableux étaient le socle d'une agriculture vivrière singulière ; un système agropastoral basé sur l'équilibre fragile entre la culture céréalière, l'élevage de moutons et les étendues de bruyères fauchées afin de fertiliser les champs. Toute une société avec ses traditions, ses équilibres, son *rapport au monde*, ses coutumes et ses peines¹⁶. Un monde que l'on montrerait comme un parangon d'*économie circulaire* s'il existait encore. Malgré les efforts des

¹³ Mais des réactions suffisamment inquiétantes, semble-t-il, pour que l'on s'en prémunisse, et que l'État et intelligentsia éco-gestionnaire investisse dans l'organisation ce type de farce.

¹⁴ Par exemple : <http://www.sudouest.fr/2015/02/17/biganos-33-smurfit-declaree-coupable-suite-a-une-pollution-dans-la-leyre-1833009-4697.php>

¹⁵ Jacques Sargos (1997) *Histoire de la forêt landaise*, Ed. L'Horizon chimérique.

¹⁶ Voir : J. Sargos, *op. cit.*, Voir aussi : https://fr.wikipedia.org/wiki/Syst%C3%A8me_agropastoral_dans_les_Landes_de_Gascogne. À propos de peines, il est certain que paludisme sévissait gravement dans les Landes du XIX^e siècle. Mais il semble que les promesses d'« assainissement » des landes n'aient pas suffi à désamorcer toute résistance à la destruction de ce milieu. Loin de là...

pasteurs d'alors qui incendièrent avec méthode les premières plantations industrielles¹⁷, ce monde, aujourd'hui englouti sous les pins, ne subsiste que dans les vitrines d'un écomusée.

Prenons la mesure du phénomène : dans la France de 2015 où l'on peut perdre la vie, l'usage d'un œil ou finir derrière les barreaux pour le sauvetage d'une centaine d'hectares de ces fameuses « zones humides », il faut avoir conscience que des centaines de milliers d'hectares de ces mêmes zones humides furent alors détruits, contre la volonté de leurs habitants. S'il avait lieu aujourd'hui, même le plus modéré des citoyens qualifierait un tel *changement* d'écocide doublé d'un ethnocide, au bénéfice des grands propriétaires terriens et de l'ensemble de la « filière bois »¹⁸. N'oublions pas : la forêt des Landes et son industrie du bois prospèrent sur les cendres d'un massacre naturel et humain. Et si vous trouvez ces mots exagérés, voyez donc les photographies de Félix Arnaudin et lisez ses récits¹⁹. Nostalgique visionnaire, car conscient du désastre autour de lui, il enregistra résigné les derniers témoignages de son « ancienne Grande-Lande », ses savoirs et son monde avant qu'ils ne disparaissent engloutis sous les pins au tournant du XX^e siècle.

Pauvre Arnaudin... Il serait sans doute heureux d'apprendre que la forêt industrielle des Landes – cette uniformité productive dans sa plus large proportion – est aujourd'hui *sanctuarisée* grâce au tampon « Parc naturel régional ». Ainsi, les sylviculteurs et consorts n'ont plus de souci : l'économie c'est eux, et l'écologie c'est eux aussi !

Allons ! Ne soyons pas si négatifs... d'autant que le directeur du parc vient de laisser la parole à l'un de ses sbires, Jérôme Fouert-Pouret. Jeans, chignon de dreadlocks et présentation *PowerPoint* colorée : c'est le jeune-expert-écologiste-dynamique de la soirée. Il projette une carte sur l'écran, puis s'émerveille : au milieu du désert de pins coule la Grande Leyre, qui compte parmi les 1 % des cours d'eau européens méritant « le label *Rivière sauvage* ». Non, ce ne serait vraiment pas le moment de s'apitoyer sur les 99 % de rivières qui servent de caniveaux à l'industrie et à ses mégapoles. Car comme ses compères, Fouert-Pouret est *expert de la mise sous cloche de ce qui reste*. Quand il parle des « activités économiques qui mettent la rivière sous pression²⁰ en aval (photo d'une usine) », il enchaîne sur les « espèces rares en amont (photo d'une loutre) ». Tout va pour le mieux : on peut obtenir un label « Rivière sauvage » dans le parc. Les labels, il adore ça, Jérôme. Comme en témoigne une de ses diapositives, dédiée aux logos des labels et organismes plus ou moins exotiques, fièrement collés sur le territoire du Parc des Landes de Gascogne. « Parc naturel régional », « Natura 2000 », « SAGE », « RAMSAR », « Agriculture raisonnée » etc. On dirait une de ces plaquettes publicitaires en textile habillant les héros du football. Conclusion : après les poulets industriels « Label rouge », il vous faudra adorer ce qui restera de nature dans sa version 100 % labélisée, avec ses longs cahiers des charges et ses listes de réglementations et d'interdictions officielles. Mais puisque Jérôme aime la Leyre, qu'il lise Bernard Charbonneau, encore, qui résumait dès 1973 les objectifs de sa besogne actuelle de valeureux protecteur : « [On] nous annonce la création du parc régional du val de Leyre où le commerce sera protégé au même titre que la nature. Entrez, messieurs et dames ! [...] Venez tous consommer le silence de Leyre, sa

¹⁷ Les incendiaires n'auraient d'ailleurs pas été loin de faire capter le projet napoléonien : « Alexandre Léon [président du Conseil général de la Gironde dans les années 1870] ne tenait pas à raconter cette lutte : “Il me suffira de dire que plus de 30 000 hectares de jeunes forêts ont été incendiées en 1868 et 1869” » in J. Sargos, *op. cit.* p. 35.

¹⁸ Sans négliger les non moins absurdes et ravageuses monocultures du maïs et du panneau solaire qui s'étendent dès que les pins reculent.

¹⁹ Notamment : Félix Arnaudin (2003) *Journal et choses de l'Ancienne Lande*. Ed. Confluences.

²⁰ Appréciez l'art de l'euphémisme.

limpidité, son murmure ! Par ici messieurs et dames, prenez vos tickets et suivez le guide. À gauche vous voyez un nénuphar, et même là-bas une libellule ! Comme l'humble Leyre n'avait à vendre que sa virginité, que va-t-il lui rester ? Si elle doit être anéantie, ce sera par sa protection. »²¹

Pour finir, se voulant sans doute provocateur, Fouert-Pouret aborde on ne sait pourquoi le brûlant sujet de la compensation écologique²² avec la question : « Peut-on tout compenser ? » Il ne dira surtout pas *non*, et encore moins que le principe, en lui-même absurde, permet de verdir le développement le plus infect, tout en lui donnant toujours plus les moyens d'une gestion étroite de la nature. Un tel discours, anéantissant tout espoir de *(ré)conciliation*, serait fâcheux en cette belle fin de journée. Alors, à propos de l'idée de compensation – idée qu'un minimum de *bon sens* suffirait à qualifier d'*immondice intellectuel mis en pratique* – notre naturaliste se risque à demander si elle s'applique ou non *à tout*. Quelle audace ! Prenez note : voilà le genre de tour qui permet de briller en société à l'ère de la technoverdure dominante.

Troisième acte : la forêt plus verte

Passons au clou du spectacle : les sylviculteurs. Apparaît la chemise à carreaux de l'expert forestier Sébastien Barré, s'appêtant à délivrer son monologue au nom d'un « groupement d'exploiteurs forestiers de Gironde ». D'entrée de jeu, il pose la question : « La biodiversité a-t-elle un intérêt économique ? » Pour trancher avec nuance un si délicat problème, il faut bien le secours de la *recherche*. Sébastien Barré se réfère aux « expérimentations de l'INRA » – Institut national de la recherche agronomique – sur les oiseaux nicheurs de la forêt landaise. S'ensuit une liste de noms d'oiseaux et de milieux où ils vivent, ces milieux étant bien sûr « entretenus » par la sylviculture industrielle. Parenthèse : l'INRA, c'est l'institut de recherche public qui, depuis l'après-guerre, accompagne l'agriculture industrielle de ses innovations. On en constate le résultat en visitant n'importe quel élevage industriel²³, les rivières et côtes intoxiquées de Bretagne, ou plus généralement en parcourant n'importe quelle campagne, mécanisée et désertée en un demi-siècle à peine. On se rappelle aussi des célèbres « vaches au hublot »²⁴ qui précédaient, dans le domaine sous-marin, la récente création du « mouton-méduse »²⁵ également due aux apprentis sorciers de l'INRA, ainsi que bien d'autres chimères génétiques.

Aujourd'hui que l'agriculture industrielle doit se verdir aux yeux du public, c'est à nouveau l'INRA qui élabore le camouflage en comptant les oiseaux. L'industrie forestière est verte ; la monoculture du pin est révolue puisque les oiseaux reviennent et que, pour diverses raisons – peu explicites mais soutenues par la science officielle – « maintenant, on maintient des feuillus de façon artificielle alors qu'avant, on les coupait pour planter plus de pin », dit Barré. Bref, la sylviculture chemine sur

²¹ Bernard Charbonneau (1973), *Tristes campagnes*. Ed. Le pas de côté (2013). p. 183.

²² Le fait de « reconstruire » ou « protéger » ailleurs les éléments de la nature (lac, rivière champs, forêt...) que l'on peut alors détruire ici tout à fait légalement.

²³ Pour se faire une idée de comment l'élevage industriel informatisé de demain est préparé par l'INRA d'aujourd'hui, voir le passage tourné au domaine de Langlade (Haute-Garonne) dans le documentaire « Mouton 2.0 – La puce à l'oreille » par Antoine Costa et Florian Pourchi. <http://mouton-lefilm.fr/>

²⁴ Les âmes encore sensibles s'abstiendront d'en vérifier la preuve et ne visionneront pas ce documentaire de 1970 : « Sauver le bœuf » <http://www.ina.fr/video/CPF06020231>.

²⁵ http://www.lemonde.fr/planete/article/2015/06/23/un-mouton-genetiquement-modifie-s-est-retrouve-dans-la-chaine-alimentaire_4659559_3244.html

la voie de la rédemption, suivie de la sainte « biodiversité », et voilà tout ce qu'il faut retenir²⁶. Et si l'on n'est pas convaincu des bienfaits de l'industrie nouvelle du pin, l'expert forestier assène l'argument ultime : « les milliers d'emplois qui dépendent de la filière bois ». Que les chômeurs n'oublient pas de jalouser ces *employés* qui moisissent quotidiennement dans la puanteur chimique des usines à cellulose du Sud-Ouest – alimentées en pin des Landes.

C'est au tour de Jacques Hazera, l'expert « indépendant » chargé de rendre la forêt industrielle toujours plus verte. Il est vice-président de ProSylva, « une association de forestiers (propriétaires, gestionnaires, professionnels et amis de la forêt) réunis pour promouvoir une sylviculture proche de la nature ».²⁷ Son introduction répète ce que l'on a entendu maintes fois ce soir : « L'écosystème est notre outil de production. » Tous les intervenants attendent du « public » qu'il comprenne à peu près cela : *Certes nous n'avons pas toujours été raisonnables par le passé, mais désormais, nous le serons grâce aux nouvelles techniques et aux nouveaux concepts.* La belle technique, pour Hazera, c'est le semis naturel « gratuit » afin de régénérer la forêt : au lieu de planter en ligne des pins de pépinière après une coupe rase, Hazera rend la forêt plus verte en laissant les pins se ressemer tout seuls. Formidable : l'uniformité du pin maritime se maintient d'elle-même ! Il projette au mur des photos d'une « expérience » : « C'est chez moi ! » On y voit d'impénétrables bosquets de jeunes pins dont il nous vante les avantages écologiques et économiques. Mais plus tard, Sébastien Barré interviendra pour dire que c'est bien joli mais pas « rentable » en comparaison des lignes de pin industrielles. Qu'importe, Hazera a fait son numéro de *(ré)conciliateur* et conclut : « On fait pousser des arbres bien droits (photo affichée de rangées de vieux pins identiques les uns aux autres) et c'est un summum écologique et économique. » Il a osé.

L'animateur Thomas Binet, qui applaudit avec ferveur, enfonce le clou : « Vous voyez, une autre sylviculture est possible ! », « Ces études l'ont montré ! ». Suit une discussion brouillonne entre les intervenants et le « public », dans laquelle chacun y va de son détail technique pour approuver ce qui vient d'être dit tout en se faisant briller.

Quatrième acte : les *businessmen* de la gestion

Dès le début, nous avons compris que Binet, scénariste et personnage principal de la farce, avait prévu d'utiliser la soirée comme vitrine de sa petite entreprise. Il invite donc sur scène l'une de ses pimpantes stagiaires, Nastasia Keurmeur, qui va parler des « services écosystémiques ». Tiens, voici un sujet qui mérite toute notre attention...

Les services des écosystèmes (ou services écosystémiques) constituent une notion « scientifique » clé : elle établit un point de jonction entre science écologique et science économique. *L'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire*²⁸ – corpus de rapports dont la « synthèse » sur *Les écosystèmes et le bien-être humain* compte à elle seule plus de 150 pages – fut commandée par l'Organisation des Nations unies à un parterre d'experts. Elle est aujourd'hui l'une des bibles de l'intelligentsia écologiste. Les services des écosystèmes y sont définis comme « les bénéfices que les gens tirent

²⁶ Pour un résumé de ce discours, auquel s'ajoute les nouvelles promesses industrielles de la forêt landaise, voir « La forêt se modernise » <http://www.sudouest.fr/2014/06/06/la-foret-se-modernise-1577266-3132.php>

²⁷ http://www.prosilva.fr/html/index_test.html

²⁸ Millenium Ecosystems Assessment (2005) Ecosystems and Human well-being. Synthesis. <http://www.millenniumassessment.org/fr/Synthesis.html>

des écosystèmes ». Idée géniale : un écosystème (mot qui en novlangue écotech désigne un gros morceau de nature dont la technoscience serait capable de dessiner approximativement les frontières), c'est une entreprise capitaliste comme les autres. On investit en lui (comprendre : on s'abstient temporairement de tirer une fortune immédiate de sa destruction) car il dégage des bénéfices, que l'on appellera plutôt « services », un terme qui évoque beaucoup moins la course à la rentabilité. Mais c'est bien de cela qu'il s'agit : de la pile de bois mort ou des réserves de composés pharmaceutiques pour une forêt, du kilogramme de viande par an pour un alpage, de l'eau encore potable pour un torrent, des revenus touristiques pour un paysage spectaculaire, des cargaisons de poissons pour un océan, etc. Tout ce que vous voyez, buvez, mangez, tout ce qui contribue à votre santé, vous procure un bienfait quelconque, vous permet ne pas vous retrouver submergés au moindre orage, de ne pas stagner dans vos propres déchets, de devenir humain (les services culturels et spirituels sont également calculés), de tout simplement *exister* : Tout ! Tout devra être *pris en compte* suivant ce nouveau mode de calcul. *Pris en compte* veut dire : chiffré dans une unité monétaire, habituellement le dollar²⁹. Les chercheurs privés (bureaux d'études), tout autant que leurs collègues payés par l'État (CNRS, INRA, IFREMER, etc.) y travaillent d'arrache-pied. Selon ces experts et les divers partis déjà dans la combine (entreprises, collectivités locales, politiciens de tous bords, instances nationales et internationales), il ne faut surtout pas y voir de mal. Surtout, se garder de penser que la logique des « services » pourrait accroître d'une quelconque façon l'emprise du techno-capitalisme sur le monde qu'il détruit ; ne surtout pas être négatif au point d'imaginer que cela transforme déjà ce qui n'est pas encore saccagé en un supermarché aux produits rigoureusement étiquetés par les soins d'une armée de chercheurs et autres comptables. Au contraire, les services sont un « *outil* » nécessairement *bénéfique*, dont l'objectif vise la prise en compte du « coût écologique » (des « externalités » en langage économique) qu'implique la destruction de tel ou tel « écosystème ». Il faut donc faire parler la nature dans le langage du dollar, le seul que les développeurs comprennent. Voilà une démarche indispensable pour réconcilier « écologie » et économie : inclure ce qui reste du monde naturel dans le système économique qui le ravage. Après le repas partagé entre le loup et l'agneau – le second baigné des sucs digestifs du premier – les voilà nécessairement réconciliés : ils ne font qu'un. Ainsi, les intérêts économiques rejoignent la « protection » de ce qu'ils saccagent. Les services écosystémiques sont décidément une idée pratique. Pourquoi renverser un système économique ravageur quand il suffit de lui adapter le monde ?

Ne soyons pas naïfs : dans un système marchand global, tout ce qui est chiffré devient automatiquement marchandise, avec son marché et ses marchands attirés. Les « services » ont déjà des conséquences concrètes, tel que le développement de « marchés de biodiversité »³⁰ et des

²⁹ Costanza Robert *et al.* (1997) "The value of the world's ecosystem services and natural capital". *Nature* 387 : 253-260

Il s'agit d'une autre petite bible : l'une des premières tentatives de faire la comptabilité intégrale des « services » rendus par la « biosphère » à l'humanité. Une lecture critique de ce texte permet de comprendre que la logique des services ne tient que suivant l'hypothèse de la destruction de ce que l'on chiffre. Par exemple : « Un capital naturel nul implique un bien être humain nul, car il n'est pas possible de remplacer, dans sa totalité, du capital naturel par du capital purement "non-naturel". »

³⁰ En France, par exemple, le principal organisme en charge de l'organisation de ce marché est la filiale de la Caisse des dépôts et consignations, dont la mission concerne la gestion des activités concurrentielle concernant la biodiversité (CDC Biodiversité). Cette filiale promeut notamment la constitution de « réserves d'actifs naturels », réserves dont les principaux acteurs du progrès peuvent acheter des parts afin compenser leurs dégâts présents ou futurs. Les vergers réhabilités de la plaine du Crau (<http://www.cdc-biodiversite.fr/reference/reserve-dactifs-naturels-de-cossure/>) sont présentés comme leur principale vitrine.

mesures compensatoires³¹ chiffrables en unités monétaires et d'autant plus scientifiquement *légitimées* et *fluidifiées* par le nouveau paradigme du service. Le marchandage de la nature réduite en morceaux devient d'autant plus efficace que tout se résume à une unité commune en circulation sur les marchés boursiers. De fait, le chiffrage annoncé de la totalité ne peut conduire qu'à accélérer le mouvement d'expansion en cours vers un contrôle et une gestion totale. Soit : constamment minimiser les pertes et maximiser les bénéfices de ce qui gardait jusque-là des aspects de nature. Il n'est pas exagéré d'imaginer un monde « naturel » piloté par ordinateur³², optimisé grâce aux systèmes de mesure et à l'ingénierie de l'écologie. On y accroîtra la valeur des « services » tout comme on sait de longue date accroître le *rendement* du vivier d'employés d'une usine.

Mais revenons à Nastasia Keurmeur, l'un de ces (futurs) cadres *nouvelle génération*. Ses prédécesseurs faisaient carrière dans l'exploitation du charbon, puis du pétrole, puis de la quincaillerie *high-tech* etc. Les petits nouveaux, comme elle, iront aussi où les salaires grimpent : la fameuse « biodiversité » et ses « services ». Elle est de cette génération qui détaille son CV sur Internet³³ afin de faire son trou dans la gestion. On y apprend que la prestigieuse École des hautes études en sciences sociales décerne désormais un master d'économie option « Économie de l'environnement et du développement durable », ce qui doit s'accorder au mieux avec le « Parcours affaires internationales » de Sciences Po également suivi par Nastasia. Mais ce n'est pas tout, à l'*Agrocampus Rennes*, Nastasia travaille aussi à un « Master économie appliquée à l'agriculture, la mer et l'environnement, économie de l'environnement ». La technocratie met les moyens pour former son personnel. La fusion entre écologie et économie – ces deux sciences de la gestion – étant en train d'aboutir, il lui faut fabriquer de nouveaux robots-techniciens *adaptés*.

Nastasia Keurmeur récite son texte en jargon, commençant comme il se doit par une apologie des services écosystémiques, qui « donnent une valeur aux fonctions des écosystèmes, etc. ». Dans le cadre d'un projet de développement il faut, prêche-t-elle, montrer aux élus que « préserver rapporte plus de bénéfice économique au territoire ». Elle travaille à proposer à ces élus deux scénarios suivant deux formes de *calcul* : un où les services écosystémiques sont pris en compte dans le calcul du bénéfice escompté et un où ils ne le sont pas, et aux élus de décider. Mais attention, précise-t-elle dans un texte publié sur Internet, « Les scénarios proposés ne doivent pas être catastrophistes. Au contraire, il est nécessaire de montrer en quoi l'intégration des services environnementaux et de l'écologie dans la prise de décision peut conduire à des situations futures désirables et pragmatiques

On peut également voir le documentaire de Denis Delestrac et Sandrine Feydel « Nature, le nouvel Eldorado de la finance », bien que l'erreur y soit faite d'ignorer le rôle essentiel de l'écologie et de ses scientifiques dans la mise en place du processus de financiarisation.

³¹ Reconstruire légalement ailleurs ce que l'on veut détruire ici, qu'il s'agisse d'un bocage dans son entier, d'un tronçon de rivière, d'une forêt... tout est à portée de la science.

³² « Cet algorithme sera lui-même incorporé dans un concept plus large, extrêmement influent en conservation, connu sous le terme de *systematic conservation planning*. Il s'agit selon cette approche de proposer un cadre général applicable à toutes les situations garantissant la meilleure proposition écologique et sociale de protection des sites. Différentes étapes (dont le nombre et la définition varient selon les auteurs) sont généralement reconnues comme devant rythmer cette approche impliquant des outils empruntés aux mathématiques et aux algorithmes d'optimisation. Il s'agit d'identifier le « meilleur réseau » d'aires protégées possibles en fonction des connaissances disponibles et des objectifs souhaités préalablement identifiés. Des critères types sont généralement abordés. Ces algorithmes peuvent être traités par un logiciel spécifiquement prévu à cet effet » in Vincent Devictor (2014) *Nature en crise*. Ed. Seuil. Un ouvrage typique de la forme que prend le gestionnariat progressiste et « éclairé » de notre temps, les mêmes laboratoires, ici du CNRS, produisant du même coup des moyens techniques de gestion et la « critique » qui va avec.

³³ <https://fr.linkedin.com/pub/nastasia-keurmeur/41/4b0/b23>

face aux changements auxquels nous devons faire face. »³⁴ Le « catastrophisme » doit seulement servir à dresser le petit peuple au geste « écocitoyen » et à l'auto-rationnement par temps de crise perpétuelle. Les politiciens professionnels, eux, doivent rester sereins pour *désirer* se joindre au grand banquet du « service » auquel les technocrates verts les invitent. De plus, il faut penser le futur sur le « temps long » recommande-t-elle encore : voilà qui passera par une emprise toujours plus grande et plus précise de la gestion technocratique ; qui concernera donc toujours plus d'éléments du milieu. Mais une auditrice prend la parole. Elle se plaint que « la notion de service écosystémique telle que définie par le *Millenium Ecosystem Assessment* (voir ci-dessus) est difficile à transmettre ». D'un côté des élus qui refusent de se voir imposer des coûts supplémentaires à leurs grands projets idiots, et surtout de l'autre, ce petit peuple inculte qui peine à admettre tout le bon sens qu'il y a à *mettre à prix* ce qui conditionne sa possibilité d'exister.

Thomas Binet répond : « Les services écosystémiques sont un outil limité, mais on s'appuie dessus pour prendre en compte la valeur ajoutée de la stratégie de gestion. » Tout est dit. Mais il s'emporte : « On est dans une logique de plaidoyer, c'est une guerre ! » Qu'il s'agisse d'une guerre, nous étions nombreux à nous en douter. Mais pour être touché par un tel éclair de lucidité, Thomas Binet aurait-il fait une escapade à Notre-Dame-des-Landes, sur le site du projet de techno-zone à Agen, à Roybon, Bure, à la ferme des Bouillons ou sur le champ de bataille de Sivens ?

Qu'importe, on peut encore se réjouir que la mise à prix de la nature semble absurde, voire dangereuse, à beaucoup des *petites gens*, qui ne comprennent décidément pas le bien-fondé de la démarche. Il faut donc être un de ces *intellectuels responsables* pour mûrir longuement la question « Doit-on tout mettre à prix ? », « Peut-on tout compenser ? » etc. Et c'est grâce à eux que, d'année en année, d'interview dans la presse en « soirée-débat », d'expertise en contre-expertise, ces notions technocratiques, aussi absurdes qu'utiles au profit, infusent progressivement dans la pensée populaire : *deux grands pas feutrés (mais concrets) en avant suivi d'un petit pas bruyant (et responsable) en arrière*³⁵. Ainsi immergé dans des débats progressistes absurdes, ce qu'il reste de bon sens commun, de pensée spontanément réfractaire à l'aberration de telles idées technocratiques, finit par se diluer, et l'on envisage, enfin, de s'en remettre aux experts : *depuis le temps qu'ils en parlent*.

Binet trouve qu'il est tard, et aimerait terminer sur une belle scène de réconciliation. Alors, il demande que des « représentants des entreprises prennent la parole, car on ne les a pas entendus ». Et les sylviculteurs ? Et lui-même ? Ne sont-ils pas des « représentants d'entreprise » que l'on a assez entendus ? Il veut faire intervenir un autre type d'exploiteurs qu'il n'ose pas nommer, mais qu'il sait présent dans la salle. Généreux, il veut offrir, à ceux-là aussi un moment de verdissement écologique. Il s'agit des exploiters de gravières, dont on sait la capacité à transformer plaines, vallées et cours d'eau en terrains vagues. Ils extraient du sous-sol les alluvions qui drainent les sols pour construire des routes et des buildings, mais ils savent aujourd'hui recouvrir leurs fosses d'un lit de terre : ni vu ni connu, c'est vert. L'un d'eux se lève dans le « public », et prend la parole. Sans surprise, il fait l'éloge de leur « responsabilité face à la biodiversité » : « Certes, on a un impact fort, mais on travaille *avec* le milieu naturel » et pour ce faire, les études d'impact sont des outils « essentiels » : c'est dire comme elles doivent habituellement les embarrasser... Mais le bonhomme

³⁴ <http://www.vertigolab.eu/amener-les-decideurs-a-penser-le-futur-le-long-terme-comme-arbitrage-politique-2/>

³⁵ Ce processus est exactement illustré dans la dernière phrase de Binet déjà citée plus haut : « Les services écosystémiques sont un outil limité, mais on s'appuie dessus pour prendre en compte la valeur ajoutée de la stratégie de gestion. »

est honnête : en *compensant* leurs dégâts, « on va passer d'une biodiversité naturelle à une autre qu'on va apporter avec le réaménagement ». Après tout ce bourrage de crâne, cet aveu passerait presque pour une prouesse écologique. Et après tout, la « biodiversité naturelle », ce n'est déjà plus vraiment la nature, mais seulement la « biodiversité » : cet objet flou et insensé, du ressort des technocrates. Et le moment tant attendu de la réconciliation finale survient lorsqu'une responsable de « réserve géologique » prend la parole dans le « public », car elle tient à le dire : « Tout se passe extrêmement bien avec les carriers ! » Les protecteurs protègent dans leur périmètre tandis que les exploiters détruisent le sous-sol dans le leur. Chacun est dans son rôle et tout va pour le mieux.

Cinquième acte : le débat n'aura pas lieu

Sentant la fin prochaine, un vieux bonhomme au premier rang veut intervenir. On l'entend difficilement, mais ses mots suffisent à rompre l'harmonie du moment. Comme s'il n'avait rien entendu du discours qui précédait, il rappelle quelque chose comme : « Tout a été intensifié ces derniers siècles et la nature n'aura pas assez de résilience si on continue à ce rythme... » Et voilà que le consensus idyllique se fendille. Alors que l'assemblée communiait en vifs applaudissements après chaque intervention, ils se font très discrets pour lui, en particulier dans le petit groupe des organisateurs. C'est que s'il avait parlé un peu plus fort, il aurait presque gâché la fête ! On fait comme si on n'avait pas entendu et personne ne lui répond. Pour Binet, qui a du flair, ça commence à sentir le brûlé : « Il est déjà tard et il faut conclure. » Une femme au premier rang prend la parole dans le brouhaha naissant : elle s'énerve contre le fait qu'on n'ait même pas parlé « d'agriculture bio » et surtout contre la « langue de bois ambiante et la démesure des moyens de production ». Binet, irrité de devoir réagir, rappelle alors sur scène le bûcheron Sébastien Barré pour répondre à l'importune. Lequel lui explique qu'elle n'a pas compris, qu'on fait au mieux sur les « modèles de production », que ce n'est pas la faute des sylviculteurs mais celle de l'industrie s'ils ne sont pas capables de faire du « bois de qualité » rentable sur une surface moindre. Elle répond que ce n'est jamais leur faute. La tension monte d'un cran et, vexé, il lui lance une phrase du type : « Vous avez vu, on discutait bien, on trouve un accord entre nous, et quand les gens comme vous interviennent, nous on ne peut plus discuter », et il quitte la scène. Le bruit du « public », qui commence à se lever, a rempli la pièce. Binet et la troupe regardent ailleurs, puisque c'est la fin, qu'on était en retard et que, surtout, on n'avait pas envie d'entendre un discours qui viendrait rompre l'harmonie. Vont-ils conclure ainsi ? Non. Un membre de l'organisation s'écrie : « Eh, il y a encore à boire et à manger, servez-vous ! » La « convivialité » avant tout.

À quel spectacle venons-nous d'assister ?

Bien sûr, cette « soirée-débat » n'était qu'une parade d'éco-pitres locaux engraisés de *fric* à dépenser dans de la *com*'. Pourtant, sur un plan général, et qui dépasse l'Aquitaine, cette farce est significative, avec son défilé de parties impliquées dans la gestion du désastre.

1) Nous venons de le voir, *il est inutile de tenter de « débattre » avec ces technocrates de la gestion*, en particulier si vous êtes de ces individus qui espèrent encore un monde où les experts n'auraient pas droit de regard sur *tout ce qui concerne nos conditions d'existence*. Tous ces bateleurs (élus responsables de verdure, experts de bureaux d'études, experts et gestionnaires

publics, chercheurs, entrepreneurs écoresponsables, et même une large part des représentants d'associations environnementalistes) n'ont aucun intérêt à des relations autonomes entre les individus et leur milieu. *Autonome*, se traduit ici par : *qui n'exigeraient pas leur intervention*, comme ce fut le cas durant des millénaires. Ces écotechs sont les produits et les agents de cette société techno-industrielle qui ne peut durer qu'en étendant constamment son emprise par la production et le saccage, et qu'il faut donc gérer. C'est sur la gestion de la « crise » que ces bureaucrates prospèrent et, bien sûr, ils détesteraient qu'on les en prive. D'où leur rengaine d'une *(ré)conciliation* qui leur fournit salaire et statut social, plutôt que la suppression des causes de la « crise ». D'où la contradiction irrémédiable entre eux et ceux qui, encore attachés à une certaine idée de la liberté ou de la nature, estiment impératif de se passer de leurs services.

2) Des discours entendus se dégage le schéma suivant. Au XXI^e siècle, l'emprise de la gestion progresse sur deux fronts qui dépendent l'un de l'autre. Le plus ancien fut clairement décrit par Charbonneau. Il comprend la labellisation verte ou la mise sous cloche de ce qui persiste de nature, qu'il s'agisse d'une « réserve » vouée aux revenus touristiques ou d'une exploitation industrielle qui peut devenir « écologique » d'un coup de baguette administrative. Le second front est une simple extension du premier, engendrée par la fusion de l'écologie et de l'économie grâce au concept de service écosystémique. L'ancienne dichotomie gestionnaire « protection/exploitation » n'aura bientôt plus lieu d'être, puisqu'une fois des valeurs monétaires attribués aux parties d'un *tout*, ce *tout* devient *potentiellement exploitable*. Autrement dit : ce qui n'est pas exploité aujourd'hui n'est même plus une « réserve », mais du capital sur pied : un investissement, l'équivalent d'un placement boursier *en nature* dont le devenir est, comme tout placement, livré aux lois de la rentabilité.

3) Il faut faire accepter, rendre *normales*, de telles absurdités. Pour changer la norme, il importe d'éroder la logique et le bon sens élémentaires. Par exemple, en mettant en scène le dialogue « raisonnable » entre la froide rigueur économiste et l'écologisme responsable et pragmatique : car ils dialoguent forcément pour se *(ré)concilier* et nous sortir de la catastrophe en cours. C'est là, notamment, que la propagande du gestionnariat écologique déploie sa « double pensée » : « L'économie c'est l'«écologie» », « La forêt industrielle et les carrières, c'est le milieu naturel », « L'exploitation c'est la protection » etc. L'objectif consiste à effacer toute contradiction dans le champ des idées, alors que simultanément, l'«écologie» est absorbée par l'économie, effaçant du coup tout résidu de contradiction dans les faits. Mais c'est aussi en polluant le vocabulaire courant de ces termes scientifiques apparus avec la technocratie verte que la novlangue écotech élimine la possibilité d'exprimer ce qu'il y a de sensible et de vécu dans ce monde³⁶ et ainsi de *le penser*, et même de *nous y penser*. La « biodiversité des prairies », par exemple, ne traduit rien de la fraîcheur de cet épais tapis d'herbe sur lequel on s'assoupit, pas plus qu'un « écosystème forestier » n'évoque cette sombre lisière vers laquelle on court s'abriter de l'averse : les bulldozers circulent de façon tellement plus *acceptable* sur des *abstractions*.

4) Il faut bien prendre la mesure de la nuisance du couple écologie-gestion et de sa propagande. Le territoire où se tenait le « débat » est emblématique du phénomène : on peut circuler indéfiniment sur les routes des Landes, dans ce « Parc naturel », sans soupçonner qu'à un siècle de nous, un monde paysan singulier fut enterré là, sous ces étendues de pins plantés en rangs. La vie hors de l'économie industrielle s'efface à large échelle puis, d'une génération à l'autre, la

³⁶ Voir aussi Victoria Xardel (2014) « Les zones humides, on n'en a rien à foutre ». *Sans aucune retenue* n° 1.

mémoire s'efface à son tour, euthanasiée aujourd'hui par les experts de la communication. Le désastre s'accomplit quand il s'accompagne de l'oubli de ce qui le précédait. Comme la saveur perdue de ces milieux *habitables*, où une vie humaine pouvait trouver quelques racines et du *sens*. Amnésiques et mobiles, les hommes s'acclimatent alors sans angoisse à survivre en un monde encore plus effacé et changeant. Les pitres gestionnaires ont ainsi raison, la raison du fait accompli. Celle du jour où les territoires seront entièrement *organisés* sous leur direction. C'est-à-dire partagés entre, d'une part, de vastes étendues uniformes alimentant la production techno-industrielle en matières premières *forcément* écologiques (minérales, organiques ou même humaines) et de l'autre, des îlots de « biodiversité » préservés, labellisés plus ou moins « sauvages » ou « naturels », étudiés, gérés, précisément chiffrés, voués à l'économie du tourisme ou sanctuarisés en réserves de *ressources* à exploiter plus tard, quand ce sera nécessaire, puis à *compenser* ailleurs pour maintenir à l'équilibre la comptabilité du « capital vert ». Il suffira de décréter que les dernières zones assez préservées pour qu'une sorte d'économie autonome y soit possible rendent des « services », pour les annexer à l'empire de la gestion. Mais en échange d'un peu de calme, on laissera peut-être aux écolos-plus-ou-moins-radicaux résiduels le loisir de s'occuper à la permaculture dans les interstices de terre qu'on pourra bien leur concéder (autour desquels circulera certainement un flot continu de véhicules alimentés au *bio-diesel*...). Ce jour-là, cette nature que les technocrates œuvrent à contrôler au travers de l'*écologie* sera définitivement *(ré)conciliée* avec cette gigantesque organisation technicienne qu'ils nomment *économie*. Alors, nos conditions d'existence, dans leur parfaite intégralité, se trouveront sous la coupe d'une gestion totale pilotée par ordinateur et menée à toutes les échelles.

Si vous aimez la convivialité, sachez que « l'Agence » se propose de renouveler l'événement quatre fois par an. D'autres « Rencontres de la biodiversité » se tiendront dès l'automne et ensuite. Tenez-vous informés³⁷.

Un quidam

Le Bouscat, été 2015.

37 Évidemment, l'« ARBAquitaine » diffuse ses annonces sur *Facebook* (en libre accès), et sans doute sur son nouveau site Internet : <http://aquitaine-arb.fr/>